

Entretien • **H**

MANOUCHIAN, LOI IMMIGRATION, RN... EMMANUEL MACRON FACE À L'HUMANITÉ

À l'occasion de l'entrée au Panthéon, le 21 février, des résistants communistes Missak et Mélinée Manouchian, le président de la République a répondu aux questions de *l'Humanité*. Une première pour notre titre. Et l'occasion inédite de l'interroger sur ses conceptions de la nation, de l'immigration et sur sa responsabilité dans la montée de l'extrême droite.

POLITIQUE

Maud Vergnol Cyprien Caddeo Emilio Meslet

Rosa Moussaoui



l'Humanité, le 16 février 2024, à l'Élysée.

© Philippe Labrosse / Divergence

C'est une première qui n'allait pas de soi. En cent-vingt ans d'histoire, *l'Humanité* n'avait jamais réalisé d'entretien avec un président de la République en exercice. Pourtant, vendredi 16 février, en fin de matinée, quatre de nos journalistes se sont rendus à l'Élysée pour interviewer Emmanuel Macron.

L'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon parachève la reconnaissance par la nation de la Résistance communiste étrangère.

Un geste mémoriel inédit, essentiel, bien qu'en contradiction complète avec la politique conduite par Emmanuel Macron : une politique ultralibérale, antisociale, qu'une majorité de Français juge autoritaire et que nous dénonçons chaque jour dans nos colonnes. Le récit élyséen entend faire de ces résistants des martyrs portés par le seul amour de la patrie : ils étaient antifascistes, internationalistes.

Avec la mémoire de Missak Manouchian pour fil rouge, cet entretien déplie une vision de la nation, de l'immigration, du combat contre l'extrême droite, de la question sociale en complète rupture avec les

convictions, les principes qui guidaient **les immigrés des FTP-MOI**.

À nos questions sans concession, le président de la République répond sans détour, en défendant pied à pied sa politique. Dans cet échange vif et franc, Emmanuel Macron est resté fidèle à lui-même. *L'Humanité* aussi.

Mercredi 21 février, avec Missak Manouchian, résistant étranger, apatride, la Résistance communiste entrera enfin au Panthéon. Comprenez-vous que votre choix surprenne, tant son combat paraît aux antipodes de votre projet politique ?

Non, car ses combats rejoignent les idéaux républicains. Pour la seconde fois, après **Joséphine Baker**, un « Français de préférence » entre au Panthéon. Ce choix correspond à l'idée républicaine et est cohérent avec la politique à laquelle je crois. C'est une façon de faire entrer toutes les formes de la Résistance intérieure, dont certaines trop longtemps oubliées.

Soixante ans après **Jean Moulin**, la panthéonisation de Missak Manouchian et de ses camarades est un acte de reconnaissance des FTP-MOI et de tous ces juifs, Hongrois, Polonais, Arméniens, communistes, qui ont donné leur vie pour notre pays. C'est pour

cela aussi, au-delà de **Manouchian et de ses camarades, que j'ai fait reconnaître « Morts pour la France »** les résistants fusillés du Mont-Valérien.

Vous reprenez les mots d'Aragon, « Français de préférence », mais pour leur faire dire l'inverse de ce que le poète avançait avec le vers « Nul ne semblait nous voir français de préférence »...

Je ne mets pas de virgule après Français. Ces « Français de préférence » sont les Français de choix et de sang versé. Ils étaient apatrides car le droit français et européen ne permettait pas de reconnaître ces destins dans la République. Ce n'est qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale que **la France a reconnu le droit d'asile** sous la forme que nous connaissons.

Lors du 75^e anniversaire du débarquement en Provence, j'ai souligné le rôle des non-Français, venus du continent africain, qui ont participé à la libération du pays. C'est une façon de regarder **autrement notre histoire**, d'inventer une autre relation avec nos compatriotes dont les familles viennent d'ailleurs. C'est reconnaître ce qui fait le cœur de la nation.

Vous insistez sur son engagement patriotique. Manouchian aimait la France, non pas tant pour son « *long manteau de cathédrales* » que pour ce qu'elle représentait à ses yeux : « *La patrie des droits de l'Homme* », héritière de la Révolution française. Les 23 du groupe Manouchian étaient résolument engagés dans la lutte antifasciste et internationaliste. Que faites-vous de cette dimension de leur combat ?

Elle est centrale. **La cérémonie de mercredi**, avec la remontée de la rue Soufflot, marquera trois temps pour scander les trois grandes étapes de la vie de Manouchian. Il est d'abord **enfant du génocide arménien**, que la France a reconnu. Il était aussi ouvrier, internationaliste, communiste, poète. Il a d'ailleurs écrit **un poème pour votre journal**. Et il fut ce grand résistant, prenant tous les risques pour ses idéaux jusqu'à périr sans « *aucune haine* ».

Marine Le Pen a reçu une invitation protocolaire comme présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale pour assister à la cérémonie. Cette panthéonisation aura-t-elle du sens si l'héritière politique des bourreaux de Manouchian est là ?

Mon devoir est d'inviter tous les représentants élus par le peuple français. Est-ce au président de la République de dire qu'un élu du peuple français siégeant au Parlement est illégitime ? Non. Le président de la République n'a pas à faire le tri entre eux.

Comme pour **l'hommage à Robert Badinter dont les élus du RN étaient absents**, l'esprit de décence, le rapport à l'histoire devraient les conduire à faire un choix. Je combats les idées du RN et je l'ai même défait par deux fois. Les forces d'extrême droite

seraient inspirées de ne pas être présentes, compte tenu de la nature du combat de Manouchian. Mais je ne vais pas, moi, par un geste arbitraire, en décider.

Par ces propos, ne contredisez-vous pas votre premier ministre Gabriel Attal lorsqu'il affirme que « *l'arc républicain, c'est l'Hémicycle* » ?

L'Assemblée nationale accueille toutes les forces élues par le peuple. Est-ce que toutes adhèrent à la République et ses valeurs ? Non. C'est aussi vrai pour des groupes d'extrême gauche.

Vous les mettez sur le même plan, sérieusement ?

J'estime que, par leurs positions, certaines personnalités de la France insoumise combattent les valeurs de la République. Même si je ne pose pas d'équivalence entre les deux extrêmes. Je n'ai jamais considéré que le RN ou Reconquête s'inscrivaient dans l'« arc républicain ».

Le RN est à l'Assemblée, ses députés votent les lois et l'Assemblée nationale leur a confié des responsabilités. On ne peut pas en faire abstraction. En revanche, j'ai toujours considéré, comme avec **la loi immigration**, que les textes importants ne devaient pas passer grâce à leurs voix. Ce distinguo suffit à dire où j'habite.

Entre 2017 et 2022, Marine Le Pen a gagné plus de 2,5 millions de voix. Vous disiez vouloir tout faire, pendant votre quinquennat, pour que les électeurs n'aient « *plus aucune raison de voter* » pour elle. Quelles leçons tirez-vous de cet échec ?

Ce serait un échec si Marine Le Pen était ici à ce bureau à vous parler.

Il n'est pas impossible que cela arrive en 2027, bien que nous n'irions pas l'interroger...

Je n'ai pas l'esprit de défaite. Si je n'avais pas été au second tour en 2022, elle aurait sans doute eu plus de chances de l'emporter. La capacité à unir des démocrates sociaux jusqu'à la droite pro-européenne et raisonnable était la condition pour accéder au second tour et la défaire.

À qui la responsabilité ? Des politiques très à gauche menées dans les années 1980 ont conduit à l'entrée, à l'Assemblée, du Front national, résolument antisémite et négationniste, ce que **n'est plus ouvertement le RN**. Tout cela doit conduire à l'humilité.

La désindustrialisation comme le sentiment de déclassement ont nourri l'extrême droite. Nous avons commencé à y répondre avec la baisse du chômage et le début de la réindustrialisation. C'est un long processus.

Admettez que cela ne se traduit pas dans les urnes...

Regardons autour de nous. Quand je suis élu en 2017, l'AfD n'existe quasiment pas en Allemagne. Elle est aujourd'hui la deuxième force du pays. L'extrême droite a flambé en Espagne et en Pologne, elle a gagné en Italie et aux Pays-Bas.

Le sentiment de perte de contrôle alimente le RN. Beaucoup de ses électeurs considèrent l'Europe comme un monde trop ouvert, trop compliqué. Donc la formule magique serait le retour au nationalisme.

Le sentiment de déclassement se nourrit aussi de la montée des inégalités, qui ont explosé depuis 2017. Vous avez stigmatisé « ceux qui ne sont rien », vous êtes vu comme le président des riches et un ministre sur deux est millionnaire. N'est-ce pas le meilleur carburant pour l'extrême droite ?

Je récuse cela factuellement : les inégalités n'ont pas explosé. L'Insee a même documenté le contraire en rappelant que nos mesures ont permis de

soutenir le revenu des ménages, en particulier des plus modestes, d'abaisser le taux de pauvreté de près d'un point en 2022 et d'augmenter de 3,3 % le niveau de vie des 10 % les plus modestes.

Nous avons réarmé les services publics. Nous avons dépensé plus de 60 milliards pour l'hôpital, augmenté les salaires des **infirmières**, des **aides-soignants** et des médecins, mais aussi **des professeurs**, comme jamais depuis 1990.

Je veux bien qu'on me reproche une politique libérale qui aurait creusé les inégalités, mais j'ai augmenté de façon inédite les budgets de l'éducation nationale, de la santé, de la justice et de la sécurité. Grâce à tout cela, la France est un des pays au monde où les inégalités après redistribution sont les plus faibles.

Après sept ans au pouvoir, vous n'auriez aucune responsabilité dans la montée de l'extrême droite ?

Je ne dis pas que j'ai tout réussi. Nous avons tous des responsabilités, mais la caricature que vous faites de ma politique est fautive. Les chiffres le prouvent.

avons réussi à protéger les Français pour sauvegarder leur pouvoir d'achat, notamment celui des moins favorisés. Chez nos voisins, c'est bien pire.

Les chiffres que vous citez sont ceux de la pauvreté relative, c'est-à-dire que c'est parce que les revenus ont progressé de manière historique que le seuil de pauvreté s'est fortement élevé. Dans notre pays, les forces d'extrême gauche proposaient un Smic à 1 400 euros ; nous y sommes.

Depuis 2017, le Smic a progressé de près de 20 %. Pendant la crise de l'inflation, les données montrent que le pouvoir d'achat des classes moyennes a été soutenu plus que dans d'autres pays. Il est donc faux de dire que ma politique serait antisociale.

En 2022, dans votre interview du 14 Juillet, vous expliquiez qu'« *une nation, c'est un tout organique* ». On pense à Barrès, avec *la Terre et les morts*. Deux ans plus tôt vous repreniez – à propos de la sécurité – l'opposition maurrassienne entre le « *pays légal* » et le « *pays réel* ». Vous parlez aussi de « *décivilisation* »... Pourquoi

emprunter le langage de l'extrême droite ?

Sur le « tout organique », Jaurès et Péguy ont dit la même chose... Je déteste cette façon de raisonner par contiguïté. Ce n'est pas parce que quelqu'un avec lequel vous n'êtes pas d'accord utilise un mot qu'il lui appartient.

Le processus de civilisation est un concept de Norbert Elias. Vous êtes parfois de drôles de censeurs. Vous finissez par voir le monde avec le référentiel de l'extrême droite. Il ne faut pas lui laisser la capacité à nommer le réel. On me fait un procès totalement fou.

Avec l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon, la République reconnaît que l'immigration, en l'occurrence irrégulière, fait la France. Cela intervient deux mois après le vote de la loi à l'occasion de laquelle vous avez déclaré que « *la France a un problème d'immigration* ». Est-ce qu'on ne touche pas là aux limites du « *en même temps* » ?

Pas du tout. Il s'agit de reconnaître ce que des apatrides qui fuyaient un génocide ont pu apporter à notre pays et, en même temps, de contrôler les frontières. Du temps de Manouchian, la France contrôlait ses frontières.

Parmi les FTP-MOI, d'autres sont venus pour des raisons économiques...

Cela a toujours été le cas dans notre pays et cela continuera. Je n'ai jamais dit pour ma part que j'étais contre l'immigration. Une chose est de dire que l'on veut maîtriser le phénomène migratoire, ce qui me semble légitime, une autre est de donner sa place à chacun.

Quand Manouchian est arrivé en France, l'asile sous la forme actuelle, née de la Seconde Guerre mondiale, n'existait pas. Il serait aujourd'hui protégé par la République. C'est là que nous avons un vrai désaccord. Dans le débat politique sur la loi immigration, vous avez voulu me mettre dans un camp, ce que je récusé. J'ai toujours défendu le droit d'asile. Le texte est très clair à ce sujet.

Pourtant, des personnes fuyant des pays en guerre sont déboutées du droit d'asile...

C'est à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides – NDLR) d'en juger. Très peu de demandes sont refusées, les taux sont énormes.

Seulement 42 % des dossiers acceptés...

Beaucoup plus dans les pays en guerre ! Et le tout est sous le contrôle du juge ! Il est légitime de vouloir préserver ses frontières, surtout dans un pays où le modèle social est très généreux, où il faut préserver la cohésion de la nation. La France a constitutionnalisé le droit d'asile en Europe. Je le défends et je le défendrai, en dépit des attaques de l'extrême droite et d'une partie de la droite.

Notre système est devenu totalement inefficace pour lutter contre l'immigration clandestine. Cent vingt mille demandes d'asile ont été formulées l'année dernière et, en attendant, les personnes qui sont sur notre sol ont accès à l'hébergement inconditionnel, à la scolarisation de leurs enfants et aux premiers soins.

On peut me faire tous les procès du monde, mais lorsque j'ai été élu en 2017, nous n'avions que 96 000 places d'hébergement d'urgence. Aujourd'hui, il y en a 200 000, avec plus de 2 milliards d'euros investis. Plus de 60 % de ces places sont occupées par des personnes en situation irrégulière. La République est à la hauteur de ce qu'elle doit faire. Mais nos procédures étaient trop complexes et trop lentes. Le texte de loi vise à réduire leurs délais.

Vous avez qualifié la loi immigration de « *bouclier qui nous manquait* ». Un bouclier contre quoi exactement, contre qui ?

Contre les passeurs et les réseaux d'immigration clandestine qui prospèrent sur la misère du monde, en particulier sur le continent africain... Cette loi, associée au **pacte asile et immigration finalisé au niveau européen**, démantèle leurs réseaux qui profitent de la faiblesse de notre droit.

Pensez-vous vraiment qu'un seul passeur libyen va cesser ses activités parce que la loi immigration a été adoptée ?

Elle va nous permettre de débouter plus vite des gens auxquels ils font de fausses promesses. Cela permet une attrition de la source, avec ce signal : vous pouvez venir en France, mais par les voies régulières, avec un visa. Pour la cohérence de notre pays, nous devons être fermes car l'immigration clandestine provoque un sentiment de perte de contrôle, celui de ne pas maîtriser nos frontières.

Vous dites que l'immigration menace la cohésion de la

nation ?

Vous n'êtes pas précis. Oui, s'il s'agit de l'immigration clandestine. Si elle n'est pas maîtrisée, elle menace la cohésion de la nation.

En quoi ?

La nation, ce sont des droits et des devoirs. Si elle est ouverte à tous les vents, que les immigrés irréguliers peuvent avoir accès à des droits sans y contribuer, qu'est-ce que cela produit ? Pourquoi croyez-vous que les classes populaires se tournent vers le RN ? Ne laissez pas le combat contre l'immigration clandestine à l'extrême droite.

« ACCEPTEZ ET RECONNAISSEZ QUE JE PORTE UNE POLITIQUE QUI N'EST PAS CELLE DE L'EXTRÊME DROITE. »

Emmanuel Macron

Ce combat est républicain. Acceptez et reconnaissez que je porte une politique qui n'est pas celle de l'extrême droite. Je n'ai jamais eu un mot contre l'immigration. Mais vous ne pouvez quand même pas défendre l'immigration clandestine...

Bien des FTP-MOI étaient des clandestins...

Vous parlez d'un temps où l'asile n'existait pas. Manouchian ne serait pas expulsé aujourd'hui, il aurait à la seconde la protection de la République, puisqu'il venait d'un pays frappé par un génocide.

Mais aucun républicain digne de ce nom ne peut défendre l'immigration clandestine et l'absence de règles. Cela ne signifie pas que nous cesserons d'accueillir en France. Ce texte de loi va permettre des milliers de régularisations.

À la discrétion des préfets...

Mais heureusement ! Le préfet, c'est l'État.

Ce n'est pas ce que prévoyait le texte initialement proposé par le gouvernement.

Un droit opposable à la régularisation n'aurait pas de sens. Le texte initial n'était pas assez précis. Dix mille personnes travaillent aujourd'hui sur notre sol et ne sont pas régularisables. Elles le seront grâce à la loi. C'est un bon texte.

Un texte que Marine Le Pen tient pour une « *victoire idéologique* »...

C'est, je l'ai dit, une manœuvre de garçon de bain, et tout le monde est tombé dans le panneau. Marine Le Pen affirmait, à la veille du vote, que si la loi prévoyait des régularisations, elle ne la voterait jamais. Finalement, elle a fait le coup du sombrero et tout le monde s'est fait avoir.

Elle n'a rien défendu de ce texte. Elle combat les régularisations : la loi immigration les facilite pour les métiers en tension. Elle prône la préférence nationale : rien dans ce texte n'en relève. Elle refuse la scolarisation des enfants d'étrangers : nous les scolarisons.

Pour toutes ces raisons, j'estime qu'en insinuant que tout se vaut, vous êtes dangereux. Je me permets de vous le dire parce que vous l'affirmez suffisamment à mon propos dans vos colonnes ! Je lis l'Humanité tous les matins. Vous êtes injustes avec le combat que je porte et vous accédez l'idée selon laquelle je mènerais une politique d'extrême droite.

Le ministre de l'Intérieur annonce la fin du droit du sol à Mayotte. Pourquoi cette atteinte à un principe fondateur de la nation française ?

Il ne faut pas se focaliser uniquement sur le droit du sol. C'est **un département français au cœur des Comores**. Des familles y circulent et arrivent en France, via Mayotte, où elles ont accès à des prestations complètement décorrélées de la réalité socio-économique de l'archipel. Cela provoque un énorme appel d'air. À cela s'ajoute un nouveau phénomène, ces derniers mois, compte tenu des difficultés sécuritaires dans la région des Grands Lacs : une arrivée massive de personnes en provenance de Tanzanie et d'autres pays.

Mais je vous le dis : **restreindre le droit du sol pour Mayotte** ne signifie pas de le faire pour le reste du pays. La deuxième grande mesure – et sans doute la plus nécessaire – pour casser le phénomène migratoire est la restriction de l'accès aux droits sociaux pour les personnes en situation irrégulière. Mayotte est la première maternité de France, avec des femmes qui viennent y accoucher pour faire des

petits Français. Objectivement, il faut pouvoir répondre à cette situation. Je reste très profondément attaché à ce droit pour la France.

Pourquoi cette atteinte à la République « une et indivisible » alors que Gérard Darmanin lui-même admet que cette mesure « *ne suffira pas* » ?

Ce n'est pas une attaque à la République indivisible car la Constitution la reconnaît aussi comme plurielle et décentralisée. Nous pouvons adapter la Loi fondamentale aux territoires ultramarins : nous l'avons fait pour la Polynésie française, pour la Nouvelle-Calédonie.

Il est légitime de poser cette question car les Mahorais souffrent. Ils ont d'ailleurs accueilli très positivement cette proposition, quelles que soient leurs sensibilités politiques. Nous devons casser le phénomène migratoire à Mayotte, au risque d'un effondrement des services publics sur l'île.

Manouchian se battait pour un projet politique, celui qui a pris corps dans le programme du CNR. Celui-ci consignait notamment l'ambition de rétablir « *la liberté de la presse, son honneur et son indépendance vis-à-vis des puissances financières* ». Aujourd'hui, une poignée de milliardaires possède l'écrasante majorité des grands médias : pourquoi laisser faire une telle concentration ?

Nous ne laissons pas faire, nous respectons la loi.

La loi peut être changée...

Oui, c'est pour cette raison que j'ai lancé **les états**

généraux de l'information. Au demeurant, vous le savez bien, tous les titres indépendants qui rencontrent des difficultés trouvent auprès de l'État un appui financier, au nom du pluralisme.

Considérez-vous cette concentration dans le secteur des médias comme un danger ?

Bien sûr. Mais à quoi est-elle due ? Sans modèle économique, soit l'information est un service public, soit c'est un produit d'influence. Avec toutes les dérives que cela peut induire. Pour que des journalistes puissent informer en toute indépendance, avec une déontologie, dans un contexte pluraliste, il faut un cadre et je suis attaché à celui qui a été inventé après guerre, avec un soutien de l'État.

Des propositions en ce sens vont-elles émerger de ces états généraux de l'information ?

Je ne vais pas les préempter. Mais je suis convaincu qu'il faut faire ce travail. Nous avons maintenu, et accru, dans les périodes difficiles, les aides à la presse. Ce n'est plus suffisant. Avec le numérique, un phénomène très grave s'affirme : la commoditisation de vos métiers. N'importe qui peut se prétendre journaliste. Il n'y a plus de régulation.

Or l'information a un coût. Sa production est guidée

par une déontologie. **Les réseaux sociaux** abolissent le rapport à l'autorité, c'est-à-dire à la reconnaissance de l'auteur. C'est un vrai problème démocratique. Ces états généraux vont nous proposer, je l'espère, des règles, un modèle économique pour garantir le pluralisme. Sans cela, seuls des gens fortunés pourront posséder des titres de presse, mis au service soit de leurs intérêts, soit de projets politiques.

Sur ce point, beaucoup vous ont reproché votre silence au moment de la prise de contrôle du *JDD* par Vincent Bolloré.

Si j'étais indifférent, je n'aurais pas lancé ces états généraux. Mon rôle n'est pas de m'opposer à **la prise de contrôle d'un journal** si celle-ci est conforme à la loi. C'est de pouvoir dire que quelque chose ne tourne pas rond quand **trop de titres se concentrent dans la main de quelques-uns.**

Gilets jaunes, mobilisation contre la réforme des retraites, mouvement climat... le Conseil de l'Europe comme l'ONU se sont régulièrement inquiétés d'un « *usage excessif de la force* » sous vos deux mandats.

Mesurez-vous les conséquences démocratiques de cette violence opposée aux mouvements sociaux ?

Oui, et c'est la raison pour laquelle nous avons révisé **notre doctrine de maintien de l'ordre**. Je suis tout cela avec beaucoup de vigilance. Mais ce qui m'inquiète surtout, c'est la montée de la violence dans la société. Il serait malhonnête de dire que les forces de l'ordre sont violentes de manière spontanée. Elles sont au service de l'ordre républicain.

Des syndicalistes ont été la cible de violences...

J'ai toujours salué l'esprit de responsabilité des forces syndicales, dont les cortèges se tiennent, qui jouent le jeu de la coopération avec les forces de l'ordre. Il n'en demeure pas moins que des minorités au sein de ces forces, mais surtout des éléments extérieurs, veulent installer une violence de rue.

La République garantit le droit de manifester, de protester ; elle abolit la violence dans la société. Je serai intraitable sur les questions de déontologie. Mais je pense à tous nos policiers et nos gendarmes engagés pour protéger et servir les lois de la République, dont certains sont blessés à vie. Oui aux mobilisations, oui à l'expression de désaccords, mais jamais dans la violence.

Vous avez déclaré, au soir de votre réélection : « *Je sais que nombre de nos compatriotes*

n'ont pas voté ce jour pour soutenir les idées que je porte. Ce vote m'oblige. »
Retraites, assurance-chômage, loi immigration...
concrètement, à quoi vous a obligé ce vote ?

Vous le verrez d'ici à la fin de mon mandat. Je sais que beaucoup d'électeurs de gauche étaient très opposés à la réforme des retraites.

Pas seulement la gauche, une majorité de Français.

Croyez-vous que j'ai fait cette réforme de gaîté de cœur ? Non. Mais **si nous ne l'avions pas conduite, nous serions dans de grandes difficultés**, alors que nous sommes déjà le pays d'Europe avec le plus gros déficit public, avec le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé.

Je ne peux pas vous dire je veux une France plus forte, dans un moment où la guerre revient en Europe, sans faire de réformes pour travailler davantage. Celle-ci figurait dans mon programme. C'est cela, la démocratie, la République. Je suis, ce faisant, dans la même situation que tous mes prédécesseurs.

J'essaie d'appliquer le projet pour lequel j'ai été élu et qui m'a placé largement en tête du premier tour

en 2022. Je ne vais pas m'excuser d'avoir fait 28 %. Je sais que beaucoup n'adhéraient pas à ce programme. Mais c'est le cas pour toute élection. Celle de François Mitterrand, en 1981, a-t-elle mobilisé, au second tour, seulement des partisans du programme commun ?

Il n'a pas été élu au terme d'un second tour face à l'extrême droite...

Non, mais je suis élu dans un contexte où il n'y a plus de grandes manifestations comme en 2002. C'est la société qui a normalisé et banalisé l'extrême droite. Elle est invitée sur tous les plateaux de télévision depuis plus de dix ans.

Je sais aussi la responsabilité qui est la mienne pour essayer de porter le projet démocrate et républicain, en prenant en compte la pluralité des opinions. C'est ce que je fais avec Manouchian sur le plan symbolique. Je continuerai de le faire dans le réel.



l'Humatinal

Inscrivez-vous et recevez chaque matin dans votre boîte e-mail toutes les actualités de la journée à ne pas manquer.

email

Je m'inscris